

n° 3773 semaine du 26 octobre au 1^{er} novembre 2023

L'EXPRESS

Démocraties
Le Maire - Fukuyama,
le grand débat



HAMAS, COMMUNAUTARISME, CLIENTÉLISME

Mélenchon, le désastre

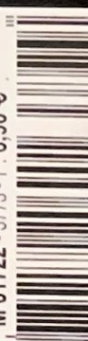
~ Comment
la gauche explose

~ Raphaël
Glucksmann :
son plaidoyer pour
l'universalisme



Bernard Rougier « A chaque crise
au Moyen-Orient, l'islamisme l'emporte »

M 01722 - 3773 - F: 6,90 €



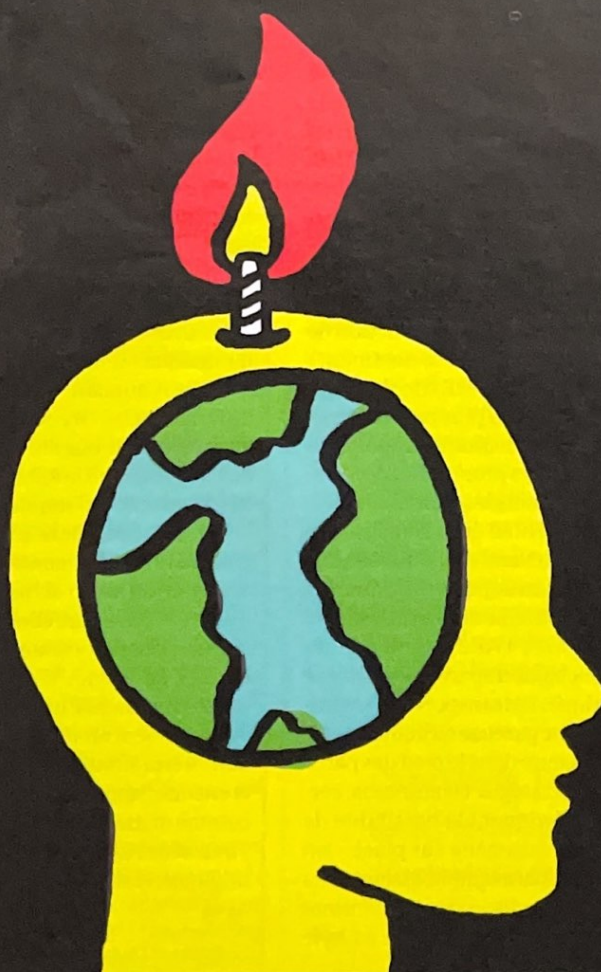
DOH 6,90 € • ALLEMAGNE 6,90 € • BELGIQUE 6,90 € • ESPAGNE 6,90 € • GRÈCE 6,90 € • ITALIE 6,90 € • LUXEMBOURG 6,90 € • PORTUGAL 6,90 € • SLOVÉNIE 6,90 € • SUISSE 6,90 CHF
AFRIQUE CFA 4,200 CFA • POLYN. 10,000 FPF • N. CAL. 11,500 FPF • CANADA 9,99 CAD • MAROC 52 MAD • TUNISIE 8 TND

ALTERNATIVES

Sobriété : pour en finir avec les idées reçues

Un monde plus économe ne mène pas forcément à la catastrophe.
La preuve par cinq.

PAR VALENTIN EHKIRCH, BAPTISTE LANGLOIS ET SÉBASTIEN JULIAN



FRANCIS L'ÉVILLÉE/OTOLAGÈNE PARIS

Fin de l'abondance », « réalisme écologique » ou optimisation des usages... Appelez-la comme vous le souhaitez. La sobriété s'est imposée ces dernières

années comme le maître-mot d'une politique visant à réduire nos émissions de gaz à effet de serre, retrouver de la compétitivité et assurer notre souveraineté. Pour la première fois, le concept a fait l'objet d'un chapitre dans le dernier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

Le levier est efficace : agir sur la demande en énergie et la consommation de biens et services permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 70% d'ici à 2050, écrivent les experts de l'ONU. Signe qu'un basculement s'opère, le terme s'impose partout : dans l'industrie, le discours des dirigeants, jusque dans notre vie quotidienne au travers des spots publicitaires. Cette omniprésence pourrait presque susciter de l'anxiété. A quoi ressemblera un monde dans lequel la consommation d'électricité, l'irrigation, les nouvelles constructions, ou encore l'usage des transports seront surveillés comme le lait sur le feu ?

Ce monde plus sobre sera à n'en pas douter plus exigeant puisqu'il nous oblige à modifier nos habitudes. Celles-là mêmes qui ont conduit à la crise climatique. Mais la sobriété, qui ne pourra résulter que d'une véritable volonté politique, n'est pas pour autant synonyme de catastrophe. On le voit avec les débats sur la croissance. Nombre d'économistes continuent de parier sur une progression de l'activité à mesure que nos émissions de CO₂ s'effondrent.

La France n'est pas non plus condamnée à se fracasser contre le mur de l'électrification, qui requiert à la fois des investissements considérables et davantage d'efficacité énergétique. Dans le domaine de l'eau ou des transports, des bonnes pratiques peuvent se mettre en place sans que les efforts ne reposent entièrement sur les épaules des Français. Ces derniers peuvent même continuer de rêver à un pavillon avec jardin, même si ce type de logement n'a pas vocation à pousser à chaque coin de rue. Voici le récit d'une transition réaliste, qui démonte cinq clichés. **S. J.**



Nous nous déplacerons tous à vélo

Les transports pèsent environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre de la France, dont les deux tiers sont liés aux véhicules des particuliers. L'enjeu est donc de faire basculer une partie des automobilistes sur d'autres technologies, notamment en démocratisant la voiture électrique, et de réduire nos déplacements. « Il y a des mesures de court terme à prendre, comme inciter les constructeurs à faire des véhicules plus petits et plus efficaces. Et il reste à aménager des systèmes de transport optimisés à l'échelle des métropoles et des régions », évoque Marie Dégremont, directrice des études à la Fabrique de la cité. A la sortie du Conseil de planification écologique fin septembre, 700 millions d'euros ont été annoncés pour aider les régions à financer la mise en place de RER métropolitains dans 13 villes.

Vitesse sur autoroute limitée à 110 kilomètres-heure, développement du covoiturage et des mobilités douces comme le vélo... La sobriété revêt de multiples aspects. « Plus les zones urbaines sont denses, plus les opportunités de changer de mode de transport sont importantes », souligne le chercheur Aurélien Bigo. Mais le gouvernement parie aussi sur la baisse des déplacements : 8 % de l'effort de réduction des émissions du secteur viendra du télétravail. En dehors des zones urbaines, ces transports évités permettraient une économie d'énergie moyenne de 35 %. L'avenir n'est donc pas à la voiture volante, mais pas non plus au tout vélo. « La notion de sobriété reste souvent associée à celle de sacrifice, ce n'est pas nécessairement vrai », rappelle Aurélien Bigo. Certains secteurs n'échapperont pas, cependant, à des réductions drastiques, telle l'aviation, dès lors qu'une alternative en train de moins de quatre heures existera. C'est à ce prix que d'autres moyens de locomotion seront préservés, et nos objectifs atteints. **V. E.**



La sobriété va tuer la croissance

Le sujet embarrasse les économistes. Impossible, en effet, de modéliser les répercussions de la sobriété sur la croissance. Trop de variables et d'effets contradictoires. « Selon qu'elle est subie ou acceptée, elle n'a pas du tout le même impact sur le bien-être des ménages », reconnaît Aude Pommeret, conseillère scientifique chez France Stratégie. « Cependant, partir du postulat que la sobriété va faire baisser continuellement la demande globale, comme l'expliquent les décroissantistes, ne me paraît pas juste », estime Christian de Boissieu, vice-président du Cercle des économistes. Déjà, on peut imaginer que la demande se déplacera vers d'autres biens, moins carbonés et sophistiqués. Pour être acceptée, la sobriété doit aussi s'accompagner d'une forme de redistribution, afin de soutenir les catégories sociales aux revenus faibles. Enfin, elle n'est pas synonyme d'une baisse des investissements : si nous voulons une offre de produits plus qualitative, il faut développer le recyclage, l'économie circulaire et aussi compter sur le progrès technique pour améliorer notre efficacité énergétique.

« Ce dernier point reste très sous-estimé par les décroissantistes », estime Christian de Boissieu. Christian Gollier, directeur général de Toulouse School of Economics, confirme : « Il n'est pas impossible que les innovations technologiques nous permettent de réduire nos objectifs de décarbonation sans avoir un impact négatif sur la croissance. » Pour autant, le chemin vers une croissance verte reste étroit et semé d'embûches. « Prenez la tarification du carbone, cet instrument qui vise non pas la décroissance tous azimuts, mais une moindre consommation de produits carbonés. Elle pourrait être compatible avec la croissance, à condition de ne pas être poussée trop loin. Sauf que nous

aurons peut-être besoin d'un prix élevé du CO₂ pour atteindre nos objectifs climatiques », poursuit Christian Gollier.

Il existe aussi des limites en ce qui concerne l'efficacité énergétique. « Celle-ci a déjà bien progressé, note Philippe Charlez, spécialiste de l'énergie à l'Institut Sapiens. Au début du XX^e siècle, nous étions à 7 kilowattheures d'énergie mobilisée par dollar produit. Aujourd'hui, en France, nous sommes à 1 kilowattheure. Pour encore économiser 25 % d'énergie, notre croissance ne dépassera pas 1 % par an », prévient l'économiste. Aller au-delà étoufferait l'activité. La transition sera donc une question de dosage. **S. J.**

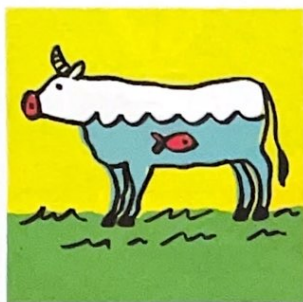


Le rationnement de l'électricité va changer nos modes de vie

Pour atteindre ses objectifs de décarbonation et donc faire rouler ses voitures électriques, décarboner ses usines et chauffer ses bâtiments, la France aura besoin de beaucoup d'électricité. RTE table sur une forte augmentation de la consommation nationale. De l'ordre de 460 térawattheures actuellement, elle pourrait grimper jusqu'à 640 TW/h en 2035. D'ici là, la production d'énergie renouvelable devra doubler, prévient RTE. Un objectif hors d'atteinte ? Pour pouvoir consommer plus d'électricité à l'échelle globale, il faudra consommer moins individuellement. « Il y aura plus d'usages avec de l'électricité, mais moins d'électricité par usage », résume Dominique Lagarde, directeur de la stratégie chez Enedis.

Pas question, pour autant, de sortir les lampes à pétrole. Car le partage des contraintes rend ces dernières moins douloureuses. Le tertiaire représente 30 % de la consommation électrique en hiver et pourrait faire « 20 % d'économie sans énormes efforts » grâce à une meilleure gestion technique de l'éclairage et des

► températures, selon le plan de sobriété présenté le 6 octobre. Les outils se multiplient déjà. Le gouvernement a lancé un plan de soutien à l'acquisition de thermostats, pour respecter la consigne d'un chauffage à 19 °C l'hiver. Parallèlement, de plus en plus de ménages pratiquent l'effacement, en abaissant temporairement leurs usages lors des pics de demande. Pour cela, des boîtiers électroniques intelligents existent. Ils réduisent la consommation d'un radiateur, sans dégrader la température du logement. L'hiver dernier, ces comportements ont permis de gagner 9 % d'énergie électrique par rapport à 2021. « Les clients se sont saisis de ces outils et de ces bonnes pratiques pour maintenir leurs efforts après l'hiver », assure Lionel Zecri, directeur du marché des clients particuliers chez EDF. Avec l'espoir que ce mouvement s'installe durablement. **V. E.**



Finis l'arrosage et le remplissage des piscines

Un jour peut-être, les Terriens porteront des combinaisons futuristes recyclant leur transpiration et leur urine pour survivre, comme dans *Dune*. Mais pour l'heure, en France, malgré une répartition inégale, la réserve en eau renouvelable reste abondante, quoique en baisse depuis trente ans : près de 200 milliards de mètres cubes par an. Soit deux fois plus qu'en Espagne. Et les prélèvements pour les activités humaines – environ 33 milliards de mètres cubes – sont largement couverts. Si le débat sur la sobriété demeure nécessaire, une meilleure politique de gestion de l'eau permettrait de faire face aux besoins, sans actionner régulièrement le levier des restrictions.

Des solutions figurent déjà dans de nombreux rapports et recommandations : colmatage des fuites du réseau, réutilisation des eaux usées, recharge – naturelle

ou artificielle – des nappes phréatiques, construction de retenues collinaires... Le gouvernement, dans son récent plan d'action, les reprend dans les grandes largeurs. Mais une partie de la population acceptera-t-elle la multiplication des projets de stockage après s'être farouchement opposée aux mégabassines des Deux-Sèvres ?

« On ne peut plus utiliser l'eau en prétendant qu'elle est illimitée. Il faut réenvisager les processus pour limiter, lorsqu'il n'est pas nécessaire, l'usage de volumes trop importants », alerte Agathe Euzen, du CNRS. L'avertissement vaut aussi pour la filière agricole, première consommatrice d'eau. Le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau a promis fin mars qu'aucun « effort supplémentaire » ne lui sera demandé, souveraineté alimentaire oblige. Il est pourtant crucial que le modèle d'irrigation évolue. « La prise de conscience du secteur ne date pas des dernières sécheresses », assure Claire Serra-Wittling, ingénieure à l'Inrae. Le premier levier repose sur le choix des espèces et des variétés cultivées : le maïs, le soja ou le sorgho n'ont pas les mêmes besoins. Les pratiques d'agroécologie visant un meilleur stockage de l'eau dans les sols se développent aussi, comme l'utilisation de matériels d'irrigation plus efficaces – goutte-à-goutte au lieu d'aspersion. Les outils de pilotage et d'aide à la décision arrivent aussi dans les parcelles. « Ce n'est pas encore massif, poursuit la docteure en agronomie, mais cela représente un grand potentiel d'économies. » **B. L.**



Le pavillon avec jardin n'a plus d'avenir

Le pavillon avec jardin a-t-il encore sa place dans un monde plus sobre ? En 2021, l'ex-ministre du Logement Emmanuelle Wargon qualifiait ce modèle d'impasse, créant la polémique. Deux ans plus tard, l'engouement des Français ne

se dément pas. « Tous les sondages convergent : le pavillon reste un objet de désir, il représente une forme d'aboutissement pour la population », confirme Jean-Marc Stébé, coauteur du livre *Le pavillon, une passion française* (Presses universitaires de France). Mais ses occupants sont-ils forcément de mauvais écolos ?

« Le coût environnemental des zones pavillonnaires n'est pas facile à déterminer : certaines sont bien intégrées aux réseaux de transports, d'autres non. De fait, les familles qui y habitent peuvent émettre moins de CO₂ que les habitants d'un centre-ville prenant plusieurs fois l'avion dans l'année », remarque Hervé Marchal, professeur de sociologie à l'université de Bourgogne. En outre, les pavillons avec jardin accueillent une biodiversité plus importante qu'il n'y paraît. Enfin, les parties végétalisées permettent à l'eau de pluie de s'écouler dans le sol, évitant ainsi des inondations. « Stigmatiser les propriétaires de ce type de logement s'avère contre-productif », conclut le spécialiste. « Dans certaines zones à faible densité, on peut sans doute construire des pavillons sans que cela ne pose de problèmes particuliers », abonde Jean-Marc Stébé. D'autant que les nouveaux modèles prennent moins d'espace au sol. Ils partagent parfois un pan de mur avec les bâtiments voisins et leurs propriétaires acceptent de mettre en commun certains équipements, comme une piscine ou une buanderie.

Le pavillon pourrait même s'inventer un nouvel avenir dans les centres-villes. L'idée fait l'objet d'une expérimentation dans la ville de Châlons-en-Champagne (Marne). « Ce travail a permis d'identifier une centaine de "dents creuses" dans l'hypercentre et de construire, sur l'une d'elles, un pavillon de 40 mètres carrés au sol comprenant deux étages. Un nouveau modèle, moins spacieux mais toujours au calme et végétalisé, reste possible en ville », détaille Jean-Marc Stébé. Revers de la médaille, ce produit s'adresse plutôt à des jeunes, que les escaliers ne rebutent pas, gagnant bien leur vie. « Partout, le prix des pavillons flambe », confirme Hervé Marchal. Une aubaine pour les 416 500 propriétaires recensés notamment dans le Grand Paris. Mais pas pour la majorité de la population urbaine, qui risque de voir son rêve tranquille de verdure s'éloigner. **S. J.**